

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22
novembre 2008. Première journée
Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

Un point de vue socialiste

FALONY, Robert

2008, 3 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_10_un_point_de_vue_socialiste.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : FALONY, Robert, « Un point de vue socialiste », in *Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008. Première journée. Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est*, Bruxelles, CARCoB, 2008, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/autre_printemps_-_10_un_point_de_vue_socialiste.pdf >, (date de consultation).

Colloque international « L'Autre Printemps » - 21/22 novembre 2008
Première journée – Le P.C.B., le Printemps de Prague et les pays de l'Est

10.

Un point de vue socialiste

L'intervenant voit la justification de sa présence dans le fait qu'il a été longtemps en charge de la politique étrangère au *Peuple*, qui était l'organe quasi officiel du Parti socialiste. Les positions qu'il exprimait dans les colonnes de ce journal, à la faveur de la relative liberté d'expression dont il y bénéficiait, donnaient à ses articles un caractère un peu « officiel », dans un PSB où la politique internationale n'était d'ailleurs pas la préoccupation centrale. Bien que le PSB fût rangé derrière la participation à l'OTAN (sauf sa minorité de gauche) et globalement « anticommuniste », il y eut d'assez fréquents échanges de délégations avec les partis communistes de l'Est, qui donnaient lieu à des communiqués lénifiants en faveur de la paix et du désarmement en général. Et en fait, lors de déplacements en URSS par exemple, des bureaucrates sociaux-démocrates pouvaient se sentir très à l'aise au contact des « apparatchiks » et de « l'appareil »...

Beaucoup de socialistes, en particulier parmi les intellectuels, développaient cette idée qu'à long terme, le monde capitaliste, à force de progrès sociaux, et le monde communiste, à la mesure de son développement, allaient se rapprocher. C'était la thèse de la « convergence des systèmes »...

L'issue de la crise tchécoslovaque de 1968 acheva de dissiper cette illusion, bien davantage qu'en 1956 avec la Hongrie. L'expérience tchécoslovaque a été pour beaucoup de gens, dans la gauche non communiste, une immense espérance, qui s'effondra brutalement en août 1968. Tout un courant, jusqu'à tous ceux qui affichaient leur opposition à l'OTAN, se réclamait en somme d'une sorte de « troisième force » entre le monde capitaliste sous direction américaine et le bloc communiste stalinien dirigé par Moscou. Les deux machines de guerre, OTAN et pacte de Varsovie, s'appuyaient l'une sur l'autre, combattre l'une était affaiblir l'autre : telle était la vision.

Cette gauche-là s'engouffra à fond dans le soutien au « printemps de Prague » et fut la plus véhémement à dénoncer l'intervention de Moscou et de ses alliés en août 1968. Il lui paraissait exclu que la direction DUBČEK puisse vouloir remettre en cause les bases économiques du socialisme, ou même qu'elle puisse être débordée. C'était l'espoir du socialisme véritable qui était écrasé.

Au lendemain de l'intervention, *Le Peuple* du 24-25 août 1968 décrivait « le viol de la Tchécoslovaquie » comme pire que l'intervention soviétique dans la Hongrie de 1956, ou que le « coup de Prague » de 1948. « Les « protecteurs » ont occupé la Tchécoslovaquie et l'érigent en Protectorat ». Et fin décembre, faisant de 1968 l'année des révoltes mais aussi de la Tchécoslovaquie, l'éditorialiste concluait : « Une mince caste dirigeante [à Moscou] s'arroge le droit de définir ce qu'est le socialisme et fait du mouvement ouvrier sa propriété privée ».

Nul ne peut pourtant dire avec certitude comment ce « socialisme à visage humain » aurait évolué si l'expérience avait pu continuer. Peut-être, mais sans reprendre le mythe du « socialisme dans un seul pays », aurait-il pu s'agir d'un modèle pour les autres pays satellites de l'URSS, certainement la Hongrie et la Pologne.

Un peu plus de vingt ans après le « printemps de Prague », le bloc de l'Est s'effondrait. Mais la chute du mur de Berlin n'est pas une cause, ce n'est qu'un épilogue. Le système communiste à la russe, dévoyé et trahi sous STALINE, fossilisé sous BREJNEV, vermoulu, s'est effondré de l'intérieur, et non sous les coups du monde capitaliste, de REAGAN ou du pape... La Nomenklatura s'est aisément convertie au marché, qui lui assurait la perpétuation de ses privilèges, par acquisition directe des biens de l'État vendus à l'encan... Contrairement aux illusions de type trotskyste, les masses ne se levèrent pas pour défendre « les bases du socialisme », puisque le mot même avait été un mensonge, une contrefaçon. Il est à peine nécessaire de dire que dans la Russie de POUTINE, « c'est encore pire qu'avant » : arbitraire policier de l'État russe, corruption mafieuse, racisme et xénophobie...

En avançant vers l'Est, l'OTAN a fortement contribué à cette résurgence du nationalisme russe.

En février 1990, la social-démocratie tenait un congrès à Berlin, dans un style un peu fanfaron. Les plus lucides, cependant, savaient bien que ce tournant de l'Histoire allait l'assujettir plus encore aux thèses libérales, avec la fumisterie de « l'économie sociale de marché ». Une sorte de contrepoids avait disparu. Le capitalisme semblait triompher pour de bon, il y eut même la sottise alléguée d'une « fin de l'Histoire ».

La fréquence des crises financières plus ou moins localisées (monnaies asiatiques, Mexique, Argentine...) pouvait cependant augurer d'une tornade beaucoup plus rude... La rupture se produisit en 2008, débouchant sur la récession la plus sévère depuis la grande dépression des années trente. L'économie-casino faisait faillite. Et les turbulences continuent, le capitalisme ne peut résoudre ses contradictions. Les résistances populaires de plus en plus évidentes aux « plans de rigueur » d'inspiration libérale et monétariste posent crûment la question du modèle à opposer au capitalisme.

Appelons « réformisme révolutionnaire » la vision de mobiliser de larges masses en faveur de réformes radicales inacceptables pour la classe possédante. Des exemples de telles réformes : la taxation des transactions financières, dite TOBIN, la séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt ; et de façon générale la réhabilitation du dirigisme et du contrôle public en économie-finances.

Dire cela laisse ouverte une question centrale, celle de la combinaison entre les « bases économiques du socialisme » et les libertés démocratiques les plus étendues. C'est la question que traitait déjà Rosa LUXEMBURG. Question que l'intervenant, qui se définit comme un socialiste de gauche, ne veut pas éluder. Mais, s'il ne s'agit plus de « faire la révolution », il faut bien concevoir que l'Histoire elle-même est révolutionnaire, faite de ruptures (violentes ou pas), d'expropriations, de rapport de forces. L'option du futur n'est-elle pas toujours « Socialisme ou barbarie » ? L'argent n'est-il pas violence ? Plus que jamais ?